

Cour Internationale de Justice Climatique

Jugement : Actions contre les responsables de la crise climatique

Auteur : Avocat représentant la République Islamique du Pakistan pour la partie des accusés

Madame la Présidente, Mesdames les juges, aujourd'hui, la République Islamique du Pakistan se tient devant vous, accusée de ne pas avoir pris les mesures suffisantes pour atténuer les impacts du changement climatique et répondre aux défis environnementaux d'un monde en pleine mutation. Mais ce que vous jugez ici n'est pas simplement un État, c'est la vie de 240 millions de personnes, dont une grande majorité fait déjà face à des crises multiples : économiques, sociales, et surtout climatiques.

Le Pakistan, pourtant l'un des contributeurs les plus faibles aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, avec moins de 1% des émissions globales, est injustement parmi les pays les plus touchés. Chaque année, nous devons faire face à des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et intenses : inondations, vagues de chaleur, sécheresses, tous ces fléaux aggravés par un climat que nous avons peu contribué à bouleverser. Ce paradoxe criant est le cœur de l'injustice climatique.

Néanmoins, le Pakistan n'est pas resté inactif. Dès 2019, nous avons lancé le programme ambitieux "Billion Tree Tsunami", un effort massif de reboisement qui, aujourd'hui, en 2030, a restauré plus de 2 millions d'hectares de forêts et permis de planter 10 milliards d'arbres. En parallèle, nous avons augmenté notre capacité énergétique renouvelable de 15%, grâce au solaire et à l'éolien. Cependant, malgré ces efforts considérables, notre progression est limitée par des contraintes économiques et sociales qui sont celles des pays en développement.

La thématique que nous abordons ici, celle d'un monde dystopique en 2030, montre bien l'urgence des actions à mener. Le temps de l'inaction est révolu. Pourtant, dans cette lutte, il est impératif de reconnaître la responsabilité partagée mais différenciée des nations. Le Pakistan est prêt à jouer pleinement son rôle, mais il est inacceptable qu'un pays qui subit déjà de plein fouet les conséquences de la crise climatique soit tenu responsable de ces désastres.

Nous sollicitons cette Cour pour qu'elle reconnaisse non seulement nos efforts, mais aussi les réalités complexes et uniques auxquelles nous faisons face. Nous demandons un jugement équitable, un soutien renforcé de la communauté internationale pour nous permettre d'augmenter notre résilience et de poursuivre nos efforts de transition énergétique.

Le Pakistan n'est pas ici pour réclamer une exemption de responsabilité, mais pour exiger une justice climatique équitable qui prenne en compte la véritable situation de notre pays. Le rôle de cette Cour est de veiller à ce que, dans notre quête pour lutter contre le changement climatique, les droits fondamentaux des pays les plus vulnérables ne soient pas sacrifiés.

Je vous remercie.